

PAGES DE GAUCHE

Périodique indépendant
d'opinions socialistes

N° 187
Printemps 2023



Page 4 Initiative populaire

La Jeunesse socialiste propose une alternative aux actuelles politiques climatiques bourgeoises.

Page 6 Nigéria

Comment analyser l'importante percée travailliste à la dernière présidentielle nigériane ?

Page 21 Expositions

Une très belle exposition donne à Bienne la parole aux ex-saisonniers-iers.

Page 22 Podcasts audios

Une série audio défend l'œuvre politique de Léon Blum.

Le dossier

L'antisémitisme, l'impensé de la gauche

*En 186 numéros, Pages de gauche n'avait jamais encore consacré un dossier à la question pourtant centrale de l'antisémitisme. Or l'heure pour la gauche doit être non seulement à la prise de conscience, mais aussi à l'introspection. Par indifférence, voire par complaisance, elle a trop souvent relégué la lutte contre l'antisémitisme au second plan de ses priorités. La récupération de ce combat par la droite en est un symptôme. **Page 8***

À lire sur notre site

Coup de massue pour la gauche à Genève

Publié le 3 avril 2023



Thomas Bruchez (vice-président de la JS suisse et candidat au Grand Conseil genevois) • Le résultat était attendu, mais fait tout de même mal à voir: la gauche comptera 33 sièges sur les 100 que compte le Grand Conseil genevois...

Du mépris des services publics et parapublics

Publié le 15 mars 2023



Cora Antonioli • L'indexation des salaires à l'État de Vaud et dans les secteurs parapublics (secteurs social et sanitaire subventionnés par l'État) fait l'objet d'une mobilisation forte et exemplaire de la part des salarié·es concerné·es depuis plusieurs mois. Mais pourquoi?..

Réforme française des retraites: «Ce qui est sous-jacent, c'est la place du travail»

Publié le 12 février 2023



Entretien avec Boris Plazzi (Secrétaire confédéral de la CGT) • Le peuple suisse a validé l'année passée par référendum populaire — malgré la vive opposition de l'ensemble des parties de gauche des syndicats — une hausse de l'âge de la...

Chronique

La longue marche helvétique vers le salaire minimum

Une magistrale claque. C'est ce qu'ont infligé en votation populaire à la gauche et aux syndicats plus de 76% du corps électoral et l'ensemble des cantons (le meilleur score cantonal, celui de Bâle-Ville, n'a même pas dépassé les 38%...) en rejetant sèchement en 2014 une initiative fédérale proposant l'introduction d'un revenu minimal de 22 francs de l'heure. Fort heureusement, la cause du salaire minimum a entre-temps grandement progressé en Suisse.

Dans un arrêt étrangement progressiste de 2017, le Tribunal fédéral a confirmé la légalité du principe de revenu minimal cantonal. Une coalition d'associations patronales avait en effet recouru contre l'introduction d'un tel dispositif dans le canton de Neuchâtel à la suite de l'adoption d'une initiative populaire en 2011. En 2017 également, la Cour constitutionnelle jurassienne a obligé le parlement de ce canton — qui avait par deux fois refusé d'entrer en matière sur la question — à respecter la volonté du peuple jurassien, une initiative cantonale sur la thématique ayant été approuvée en 2013, de ne plus tolérer le versement de salaires inférieurs à un certain montant.

Forts de ces deux décisions de justice, gauche et syndicats ont lancé alors une véritable salve d'initiatives populaires sur sujet. Dans un premier temps, il a été décidé de se concentrer sur les cantons les plus à même d'adopter de tels textes —

notamment ceux où le dumping patronal faisait le plus de dégâts. Maîtrisant avec habileté les armes du fédéralisme et de la démocratie directe, des comités locaux ont réussi ainsi à successivement faire adopter par l'intermédiaire de votations populaires des revenus minimaux dans le canton de Genève en 2020, puis en 2021 dans ceux du Tessin et de Bâle-Ville.

Contrariée d'avoir enchaîné les défaites référendaires, la majorité bourgeoise des chambres fédérales a accepté fin 2022 une motion souhaitant faire primer en termes de salaire minimum les conventions collectives de travail (CCT) sur les législations cantonales. Si la concrétisation d'une telle volonté ne changerait rien au Jura, à Bâle-Ville et au Tessin, où un tel régime est déjà en vigueur, les revenus minimaux neuchâtelois et genevois pourraient à l'avenir ne plus concerner que les secteurs non couverts par des CCT.

Même si la précédente motion venait malheureusement à être implémentée dans la loi, ce combat ne devrait pas pour autant être abandonné. Imposer un salaire minimum aux branches sans CCT, c'est déjà affirmer que toute question salariale est une affaire collective. C'est ce qu'ont parfaitement compris les comités d'initiatives qui viennent de se former dans les cantons de Vaud et du Valais.

Joakim Martins

Illustrations

Les photographies du numéro documentent le Federal Theatre Project (1935-1939) — un programme mis en œuvre pendant la Grande Dépression dans le cadre du *New Deal*. En plus de venir en aide au monde culturel, ce plan eut le mérite de permettre

à des millions d'Américain·e·s d'assister pour la première fois à une pièce de théâtre. Attaqués par les maccarthystes, les fonds du projet furent coupés dès 1939. Ces illustrations sont librement accessibles sur le site web de la New York Public Library.

Impressum

Abonnement annuel : Fr. 59.-
Abonnement de soutien : Fr. 150.-
Abonnement réduit
(AVS, AI, étudiant·e·s, chômeuses·eurs) : Fr. 49.-
IBAN CH75 0900 0000 1779 5703 3

www.pagesdegauche.ch

Rédaction et secrétariat :

Case postale 7126, 1002 Lausanne
info@pagesdegauche.ch

Rédaction :

Antoine Chollet (AC), Clémence Danesi (CD), Emma Sofia Lunghi (ESL), Joakim Martins (JM), Bertil Munk (BM), Stéphanie Pache (SP), Valentin Prélaz (VP), David Raccaud (DR), Hervé Roquet (HR), Léo Tinguely (LT), Léonore Vuissoz (LV).

Comité :

Cora Antonioli, Çağla Aykaç, Umberto Bandiera, Valérie Boillat, Martine Docourt, Rüstü Demirkaya, Dan Gallin, Mathieu Gasparini, Urs Marti, Line Rouyet, Arnaud Thiéry.

Maquette :

Marc Dubois, Graphisme éditorial, Lausanne

Secrétariat de rédaction, mise en page et

webmaster :
Joakim Martins, Lausanne

Dessins :

Lucile Curdy

Relecture :

Cora Antonioli et Yvan Thiéry

Impression :

Imprimerie du Journal de Sainte-Croix

Éditorial

Le naufrage électoral de la gauche de la gauche genevoise

Depuis des mois, la rédaction de *Pages de gauche* retient les coups qu'elle pourrait porter à l'encontre de la formation genevoise « Résistons ». La situation de la gauche de la gauche dans ce canton était si déplorable, qu'il était plus sage d'éviter de remuer le couteau dans la plaie. Avec les élections législatives genevoises du 2 avril 2023 — qui ont vu ce courant politique disparaître du Grand Conseil —, il n'était toutefois plus possible de ne pas revenir sur le sujet.

Une déplorable scission

Début 2021, une poignée de membres de Solidarités a fait scission afin de créer leur propre formation qu'elles et ils ont nommée « Résistons ». La manœuvre a été justifiée par le refus de la majorité de Solidarités de présenter une candidature à l'élection complémentaire au Conseil d'État provoquée par la démission de Pierre Maudet. L'opération s'explique dans les faits

plutôt par la volonté de certains élus masculins d'assurer l'emprise qu'ils étaient en train de perdre sur l'organisation. Cette sécession, comme le documenta *Le Courrier*, a pris la forme d'un pitoyable règlement de comptes. Les dissident·e·s de « Résistons » ont détourné entre autres des jetons de présence, utilisé frauduleusement des listes d'adresses électroniques ou subtilisé encore les accès aux réseaux sociaux de leur ancien parti.

Une débâcle prévisible

Tout Genève savait que si la gauche de la gauche se présentait aux élections cantonales de 2023 en ordre dispersé, le naufrage était assuré. Avec un quorum fixé à 7%, il n'y a tout simplement pas la place pour deux formations idéologiquement aussi proches. En refusant de rembourser les indemnités parlementaires sur lesquelles elles et ils avaient fait main basse, les membres de « Résistons » ont consommé la

rupture. Celles et ceux-ci ont eu même l'audace de présenter leur liste électorale sous la dénomination d'Ensemble à gauche-Liste d'union populaire, empruntant ainsi la dénomination traditionnellement utilisée par l'alliance — avec laquelle elles et ils venaient de rompre — constituée par Solidarités, le Parti du Travail et le DAL.

Ce que tout le monde avait prévu se concrétisa. Ni « Résistons » (3,08%) ni le reste de la gauche de la gauche (3,55%) n'ont atteint le quorum — participant ainsi à la perte de huit sièges par la gauche.

Alors que la majorité gouvernementale rose-verte pourrait être reconduite (*le résultat n'étant pas connu au moment de la mise sous presse*) et qu'elle aurait besoin d'être aiguillonnée lors de la prochaine législature par une opposition parlementaire de gauche, celle-ci n'existera tout simplement pas...

La rédaction

Au sommaire de ce numéro

- | | |
|--|--|
| <p>4 Actualités
Initiative populaire : une protection climatique systémique, financée de manière juste !</p> <p>5 Logement: isoler au détriment du patrimoine et des locataires ?</p> <p>6 Élection au Nigéria : échec institutionnel et percée travailliste</p> <p>6 Le poing, la rose et le casse-noix</p> <p>7 Dossier</p> <p>8 La gauche et l'antisémitisme, entre déni et complaisance</p> <p>10 Une histoire de l'antisémitisme</p> <p>12 État actuel de l'antisémitisme en Suisse</p> <p>13 Pour une convergence des combats antiracistes</p> <p>14 « On peut être à la fois antisémite et pro-Israélien »</p> | <p>16 « Les outils pour exprimer l'oppression n'ont pas été pensés pour les Juives et Juifs »</p> <p>18 « Lutter contre l'antisémitisme, c'est s'en prendre au fascisme »</p> <p>20 Conclusion : ni complaisance ni hésitation</p> <p>20 Bibliographie</p> <p>21 Culture
Abolir également la police</p> <p>21 Les saisonnières·ers et nous</p> <p>22 Monique Wittig, icône féministe lesbienne</p> <p>22 Réhabiliter Blum</p> <p>23 Livres</p> <p>24 Der
Commandes de livrets souvenirs de dessins de Christian Vullioud</p> |
|--|--|

Initiative populaire

Une protection climatique systémique, financée de manière juste !

Sources : GIEC, Sixième rapport d'évaluation, 2021 ; Bilan, *Les plus grandes fortunes de Suisse*, 2022 ; McKinsey, *Klimastandort Schweiz*, 2022 ; Office fédéral de l'environnement, *Indicateurs de l'évolution des émissions de gaz à effet de serre en Suisse 1990-2021*, 2023.

Centrée sur la responsabilité individuelle, la politique climatique bourgeoise a échoué à apporter des solutions globales et efficaces à la crise climatique. En lançant l'initiative pour l'avenir, la Jeunesse socialiste suisse (JS) propose une nouvelle politique climatique, amorçant la transformation écologique et sociale de l'économie et financée de manière juste.

Lutter de façon systémique contre la crise climatique...

Les catastrophes climatiques et les grandes souffrances qu'elles engendrent sont depuis longtemps une réalité. Pentes vertes dépourvues de neige, incendies en plein hiver en France, nappes phréatiques au plus bas : les signes de la crise climatique abondent ces derniers mois et pourtant, la coupole fédérale, dominée par des majorités bourgeoises, s'obstine dans sa politique des petits pas sans ambition en matière de protection du climat.

La Jeunesse socialiste initie un changement radical de paradigme, car la politique climatique actuelle a échoué à réduire les

émissions de gaz à effet de serre de la Suisse de manière décisive ces 40 dernières années. Le GIEC est aujourd'hui catégorique : il nous reste seulement 3 ans pour entamer la baisse de nos émissions de CO₂ au niveau mondial. Le temps des appels moraux à la responsabilisation individuelle et de la confiance naïve en l'innovation est donc fini. Nous avons besoin de toute urgence d'une nouvelle politique climatique qui apporte des réponses globales à une crise systémique !

Ainsi, l'initiative de la JS a pour but d'assurer à toutes un avenir digne d'être vécu, dont la condition *sine qua non* est la protection de notre environnement. Nous devons entamer une transformation écologique et sociale de notre économie et rompre avec la logique d'accumulation infinie de richesses. Car c'est la raison principale de l'échec de la politique climatique bourgeoise à résoudre la crise climatique : elle ne fait qu'aménager un capitalisme vert dont le but reste l'augmentation de la production et ainsi des profits d'une poignée de super-riches. La JS, au contraire, veut des logements abordables et collectifs, des villes résistantes aux vagues de chaleur, des semaines de travail plus courtes, des emplois dans des secteurs propres ou encore la valorisation du *care*. L'initiative pour l'avenir propose donc de lutter de façon systémique contre la crise climatique.

... le tout financé de manière socialement juste !

Ce n'est pas aux 99% de la population de payer la facture de la lutte contre la crise climatique, mais à celles et ceux qui, pendant des décennies, ont profité du système destructeur à l'origine de cette crise : le capitalisme. L'initiative pour l'avenir souhaite donc introduire un impôt fédéral de 50% sur la part des successions et des donations dépassant

50 millions de francs. Les recettes de cet impôt, estimées à 6 milliards de francs par année, permettront de financer la nécessaire transformation écologique et sociale de notre économie.

L'initiative pour l'avenir concernera les 2'000 personnes en Suisse possédant une fortune de plus de 50 millions de francs à léguer. Parce que les investissements des ultra-riches continuent de s'orienter vers la maximisation du profit, chaque million investi actuellement produit entre 125 et 167 tonnes d'équivalent CO₂. Résultat : la fortune des 15 familles les plus riches est responsable d'autant d'émissions CO₂ que les 99% de la population suisse. Au niveau mondial, cela signifie que le 1% le plus riche est responsable d'un quart du CO₂ émis dans l'atmosphère depuis 1990.

Les super-riches sont donc non seulement disproportionnellement responsables de la crise climatique, mais elles et ils sont également les personnes qui profitent le plus de notre système économique destructeur. Pour ne citer qu'un exemple : la fortune des 300 personnes les plus riches de Suisse a doublé entre l'année 2000 et aujourd'hui, passant de 400 à plus de 800 milliards de francs, alors que les émissions mondiales de CO₂ croissaient également de 50%. L'initiative pour l'avenir est donc un outil de justice climatique : elle redistribue les profits de quelques-un-es issus de l'économie fossile dans la construction de notre avenir à toutes.

Une initiative ne peut pas être un projet global révolutionnaire, mais elle offre une plateforme pour apporter un message capital au cœur du débat public : nous avons besoin d'une politique climatique systémique, car nous voulons hériter d'un monde meilleur !

Mathilde Mottet
Vice-secrétaire
centrale de la JS

L'origine de l'initiative

L'initiative pour l'avenir est la quatrième initiative lancée par la Jeunesse socialiste suisse, après l'initiative 99%, l'initiative contre la spéculation alimentaire et l'initiative 1:12. Ce projet a été sélectionné par plus de 250 délégué·e·s en juin 2021 parmi une douzaine de propositions. Un long processus s'en est suivi afin de formuler un texte d'initiative respectueux des critères discursifs et juridiques du parti. « Quel type d'impôt nous permettra de centrer la discussion sur notre politique climatique ? », « comment introduire un changement de système économique dans un texte d'initiative ? », « dans quels domaines voulons-nous investir le produit de l'impôt en priorité ? » : voici quelques questions auxquelles les membres de la JS ont dû répondre. Finalement, l'initiative pour l'avenir a été lancée en août 2022. Vous pouvez la signer grâce à la carte jointe à ce numéro de *Page de gauche*. MM

Logement

Isoler au détriment du patrimoine et des locataires ?

Après s'être vantée par l'intermédiaire d'une large campagne publicitaire de participer au sauvetage des abeilles et des bisons, une régie lausannoise a tenté de contrecarrer le réchauffement de la planète. Alors quand des locataires se sont opposés à des travaux d'isolation de leur bâtiment qu'elles et ils estimaient inadaptés, la régie voit rouge et les accuse de nier le changement climatique et d'empêcher les autres locataires de réaliser de précieuses économies de chauffage.

Rembobinons le fil : fin 2020, les locataires de plusieurs immeubles d'une avenue lausannoise sont informé·e·s par leur régie que leur propriétaire avait décidé d'effectuer d'importants travaux d'isolation. *A priori*, c'était plutôt une bonne nouvelle, tant ils répondaient à un besoin. La température extérieure aux bâtiments est en effet souvent la même que celle à l'intérieur de ceux-ci. Au passage, les locataires apprenaient qu'elles et ils subiraient une importante augmentation de loyer d'environ 18%, qui serait, selon la régie, entièrement compensée par une baisse des factures de chauffage.

Un épouvantable projet

Certain·e·s locataires vont donc voir les plans mis à l'enquête. Et là, catastrophe, tout ce qui faisait l'identité typique des années trente de leurs immeubles s'évanouirait. Les murets des balcons seraient détruits pour gagner quelques centimètres et pourvus de barrières à barreaux métalliques, les balcons des rez seraient supprimés au profit d'escaliers et les couleurs prévues faisaient grincer des dents. Après une brève réunion dans le jardinet commun — qui risquait justement d'être saccagé par le chantier en question —, près de trente locataires ont usé de leurs droits et ont déposé des oppositions. L'augmentation des loyers, la destruction du patrimoine bâti et les désagréments occasionnés par les travaux avaient réussi ainsi à fédérer un collectif informel.

Pressentant la catastrophe quelques locataires avaient eu la bonne idée de demander le classement des bâtiments concernés. Ce fut chose faite rapidement, et l'ensemble était classé en note 2 au patrimoine vaudois. La note 1, c'est la cathédrale de Lausanne, c'est dire l'importance accordée à ces immeubles.

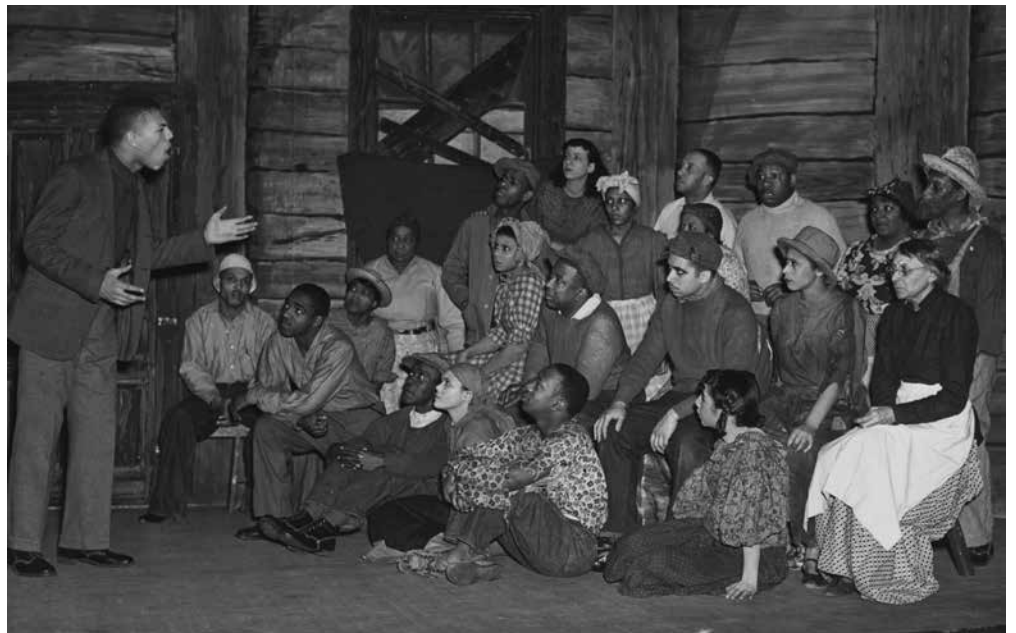
Victoire des locataires, vengeance du propriétaire

Les locataires ne sauront rien des tractations entre la Ville de Lausanne et le bailleur. Elles et ils furent simplement mis·e·s au courant en janvier 2023 que leur propriétaire avait décidé de n'effectuer aucun travail d'isolation, car le classement du bâtiment l'aurait rendu impossible à mettre en

œuvre. Si des bâtiments classés ne pouvaient pas être isolés, ça se saurait. Dire que c'est plus difficile, qu'on ne peut pas isoler un ensemble des années 1930 comme ceux des années 1970, c'est sûrement vrai. Refusant toute négociation avec les locataires opposant·e·s — qui sont toute de même les principales·aux usagère·s des immeubles en question, un propriétaire vexé d'avoir été corrigé par un collectif informel s'est vengé ainsi sur des locataires qui continueront d'habiter des cases surchauffées et de payer un salaire pour du chauffage à mazout.

Pourtant, protection du patrimoine, mesures d'isolation thermique et maîtrises des loyers peuvent faire bon ménage. Encore faut-il qu'on ne se serve pas d'un de ces principes, pour en déclarer un autre impossible. Il faut souhaiter que l'obligation d'isoler les bâtiments, qui représentent environ 60% des émissions de CO₂ sur le territoire lausannois, fasse rapidement son chemin, que des délais de réalisation soient définis puisque d'ores et déjà des incitatifs financiers existent, et surtout que des loyers soient contrôlés.

Un locataire craignant de se faire réprimer par sa régie



Élections au Nigéria

Échec institutionnel et percée travailliste

Le président sortant, Muhammadu Buhari, voulait faire de l'élection du 25 février 2023 un exemple de démocratie. C'est un contre-exemple qui s'est produit. La victoire suspecte de Bola Tinubu, richissime protégé du Président sortant et ex-gouverneur de Lagos, est une défaite pour la démocratie nigériane et également pour la jeunesse qui s'était mobilisée en majorité derrière le candidat travailliste que personne n'attendait Peter Obi.

Géant de l'Afrique subsaharienne aux 215 millions d'habitants dont la moitié n'a pas encore 18 ans, le Nigéria méritait mieux. Mieux qu'un président élu de 70 ans qui baigne dans les affaires et les scandales depuis plus d'une trentaine d'années et mieux qu'un processus électoral bâclé, entaché de violences, d'intimidation, de non-prise en compte de voix et potentiellement de fraudes.

Un résultat douteux

Les chiffres officiels déclarent 25 millions de bulletins valides et une victoire avec 37% des voix pour Bola Tinubu du All Progressive Congress (APC), le parti du président Buhari qu'on pourrait approximativement qualifier de centre droit. Il est arrivé devant Atiku Abubakar (29% de voix) du People Democratic Party (PDP, centre droit également), le parti de tous les présidents – excepté Buhari – depuis la fin de la junte militaire en 1999. Enfin, il a également

obtenu plus de suffrages que Peter Obi, le candidat travailliste que personne n'attendait et qui a réussi à récolter 25% des voix.

Ce score repose sur une participation particulièrement faible de 27% seulement qui soulève un grand nombre de questions. Selon les chiffres officiels, deux tiers des 87 millions des personnes s'étant dotées d'une carte de vote, souvent après des heures d'attente, n'ont pas pu voter. Un doute de plus en plus lourd plane quant aux nombres de voix perdues ou non comptabilisées. Les nombreuses « irrégularités » aux bureaux de vote, largement documentées dans les médias renforcent le manque de confiance généralisé vis-à-vis de la classe politique nigériane et de l'État dont elle dépend. Ce sera à la justice de trancher si l'élection présidentielle doit être reconduite. En attendant cette décision, la colère et la frustration grandissent et les possibilités pour le parti travailliste de capitaliser sur cette frustration émergent.

Un espoir à concrétiser

Cette potentialité et le bon score de Peter Obi restent cependant une maigre consolation, alors que plusieurs sondages le donnaient gagnant. Cet ancien gouverneur de l'État de l'Anambra, homme d'affaires et ex-politicien du PDP, avait fait le choix de rejoindre le Parti travailliste pour se lancer dans la course présidentielle, alors que cette formation était devenue politiquement insignifiante au Nigéria depuis son boycott des élections de 2015.

Si Obi n'a pas réussi à gagner les élections, il a néanmoins réussi à redonner du poids au Parti travailliste. Malgré son opportunisme et son passé d'homme d'affaires éloigné des réalités des travailleuses-eurs, le retour du *Labour Party* comme un acteur de poids de la politique nigériane est à saluer. Osons espérer que ce retour se pérennise au-delà de la personnalité de Peter Obi et de la contestation des résultats des élections. Malheureusement, rien n'est moins sûr.

Hervé Roquet

LE POING



Ayant déjà déclaré que le tourisme permettait d'éduquer les populations locales, la députée verte valaisanne

Magali Di Marco était connue pour ses sorties hors-sols. Après avoir volé au secours de Mike Horn, elle a pris la défense de Valérie Dittli. S'il y a une différence entre pratiquer l'optimisation fiscale et avoir potentiellement commis des crimes de guerre, les déclarations de Di Marco sont d'une même bêtise.

LA ROSE



Pour sa remarquable opposition à la réforme des retraites, **l'intersyndicale française** méritait bien une rose. Unies comme jamais, les organisations syndicales ont poussé le gouvernement Borne dans ses derniers retranchements et à avoir recours au 49.3. Alors que les partis de gauche du pays continuent à décevoir, le monde syndical a revivifié l'espace démocratique français et redonné espoir à tout un peuple.

LE CASSE-NOIX



Casse-noix à **Mattea Meyer**. Lors du dernier congrès du Parti socialiste suisse, sa co-présidente a recommandé le refus d'une résolution voulant renforcer la lutte contre le sexisme au sein du parti et prioriser le féminisme. La raison avancée : « Le ton était agressif, et on fait déjà beaucoup ». On perd un peu plus l'illusion qu'être à la tête d'un parti de gauche est gage de solidarité et d'autoréflexion.

PAGES
DE
GAUCHE

Le dossier



L'antisémitisme, l'impensé de la gauche

La question de l'antisémitisme occupe une place spéciale au sein de la gauche, en particulier parce qu'elle demeure, parfois sciemment ou volontairement, un vaste impensé. Dans le contexte actuel où les violences antisémites sont en augmentation, des figures importantes de la gauche européenne, de Jean-Luc Mélenchon à Jeremy Corbyn, se voient accusées de complaisance envers l'antisémitisme. Nous y reviendrons dans le présent dossier. De même, on a pu constater que certains mouvements antisionistes avaient du mal à se distinguer de certains discours antisémites tenus en leur sein.

Nous traiterons aussi bien de l'histoire de l'antisémitisme que de ses liens avec les milieux pro-israéliens ou antisionistes, mais aussi de sa présence et des formes contemporaines qu'il prend en Suisse.

D'autre part, il nous a paru essentiel de questionner le rapport de la gauche à l'antisémitisme, entre déni et complaisance à son égard, tout en réaffirmant la nécessité de créer de nouveaux modèles de lutte contre l'antisémitisme dans tous les milieux politiques et militants qui sont les nôtres, en Suisse comme ailleurs.

Il est grand temps de transformer ces milieux pour qu'enfin ils puissent être des lieux dans lesquels des Juif·ve·s qui se reconnaissent dans les valeurs de la gauche puissent militer sans devoir subir d'hostilité, et exprimer les différentes oppressions qu'elles et ils subissent. Aucune lutte antiraciste, aucune lutte antifasciste n'a de sens sans être en même temps une lutte radicale contre l'antisémitisme.

La gauche et l'antisémitisme, entre déni et complaisance

En Suisse, comme partout dans le monde, les actes et les discours antisémites gagnent du terrain. Si l'antisémitisme n'est – contrairement à l'extrême droite – pas structurant au sein de la gauche, il s'y exprime aussi. Il y prend tantôt la forme d'un impensé, d'un calcul politique, voire d'un authentique racisme. La gauche n'est ainsi absolument pas exempte de tout reproche lorsqu'il s'agit de lutter à son encontre.

DOSSIER Il existe un véritable désintérêt pour la lutte contre l'antisémitisme au sein des milieux antiracistes. C'est l'un des constats que tire la sociologue Illana Weizman dans son récent essai *Des blancs comme les autres? Les Juifs, angle mort de l'antiracisme* (voir le compte rendu de l'ouvrage en page 13). Difficile de lui donner tort tant le vécu des personnes juives semble constituer un non-sujet à gauche, même dans les organisations se

revendiquant les plus intersectionnelles. Lorsque des collectifs déclinent la longue liste des combats qu'ils mènent (notamment : le féminisme, l'antiracisme, l'écologisme, l'internationalisme ou encore l'anti-impérialisme), la lutte contre l'antisémitisme en est par exemple toujours absente.

La gauche tend la plupart du temps à oublier que l'antisémitisme, ce n'est pas uniquement la Shoah ou des insultes scandées en manifestation. L'antisémi-

tisme est un spectre de comportements, de discours et d'attitudes. À gauche, il ne se manifeste de nos jours que rarement formellement ; les antisémites demeurent, fort heureusement, marginalisé-e-s. Ainsi, il se dissimule derrière des postures soi-disant anticonformistes, un humour prétendument subversif ou des discours emplis d'ambiguïtés.

Il est vrai que la lutte contre l'antisémitisme est régulièrement mobilisée par l'extrême droite et la droite contre d'autres minorités. Pour elles, l'antisémitisme c'est celui des quartiers populaires, celui des musulman-e-s. Pour autant, cette instrumentalisation raciste ne doit pas plonger la gauche dans le déni ou pire la complaisance à l'égard de l'antisémitisme, mais plutôt l'encourager à prendre conscience de ses propres biais pour lutter contre toutes les formes de racisme.



Des leaders loin d'être exemplaires

Ces dernières années, nombreux ont été les dirigeants (il est ici surtout question d'hommes) de gauche accusés de complaisance envers l'antisémitisme. Jean-Luc Mélenchon et Jérémy Corbyn en sont deux exemples manifestes. S'il n'y a que peu de doutes sur le fait que tous les deux n'auraient jamais adopté de mesures antisémites une fois parvenus au pouvoir, leurs discours respectifs ont fréquemment été empreints d'équivoques, voire de véritables relents antisémites.

Ainsi, Jean-Luc Mélenchon avait déclaré sur un plateau « je ne sais pas si Jésus était sur la croix, je sais qui l'y a mis, paraît-il. Ce sont ces propres compatriotes » véhiculant par là une vision erronée et judéophobe de la crucifixion. Le flou qu'entretient le *leader* insoumis, notamment lorsqu'il s'agit de condamner spontanément des actes antisémites, a toujours été amplifié par ses constructions discursives personnifiantes opposant indubitablement un « nous » à un « eux ». C'est par exemple le cas, lorsqu'il appelle à s'opposer à « ceux » qui contrôlent le capitalisme ou qu'il clame haut et fort en *meeting* que « L'ennemi ce n'est pas le musulman, c'est le financier ! ». Le fait que Mélenchon ne reconnaisse quasi jamais ses erreurs n'arrange évidemment pas la chose.

Les controverses antisémites, Jérémy Corbyn en a aussi été coutumier. La majorité des faits remontent à une époque pendant laquelle il n'était pas encore le *leader* du Parti travailliste britannique. En 2010, il organisait un événement durant lequel un survivant de l'Holocauste comparait Israël au nazisme. Quatre ans plus tard, il participait en Tunisie à une cérémonie rendant hommage aux auteurs palestiniens du massacre des J.O. de Munich de 1972 qui avaient assassiné onze membres de la délégation israélienne. Plus que ces accusations personnelles, c'est surtout sa passivité face à l'antisémitisme à la tête du *Labour* qui lui fut reproché. Sous son égide et sous couvert d'une critique de la politique israélienne, une culture de l'antisémitisme prend racine au sein du parti. Entre

avril 2018 et février 2019, plus de 1'000 plaintes internes sont déposées dont 673 constituaient des accusations vis-à-vis de membres du parti. Seul·e·s douze accusé·e·s seront exclu·e·s de la formation politique. Un rapport publié par le Comité pour l'égalité et les droits humains (EHRC) soulèvera cette inaction, faisant état de défaillances inexcusables, d'une complaisance coupable et d'actes illicites.

De Proudhon à Bouteldja

À l'image de Pierre-Joseph Proudhon (1809-1865), nombreux sont historiquement les auteurs (principalement des hommes) associés à la gauche et réputés pour leur antisémitisme. Dans un style et des projets complètement différents, on peut citer une personnalité francophone dont l'antisémitisme nauséabond a infusé les idées de la gauche : Houria Bouteldja.

Si Houria Bouteldja et les Indigènes de la République dont elle a été par le passé la porte-parole se sont principalement fait connaître par leurs positions décoloniales (dont la pertinence mériterait toutefois d'être mise en doute), leurs nombreuses opinions antisémites ont pour le moins défrayé plus d'une fois la chronique. Plus qu'à n'importe quelle autre catégorie de la population, Bouteldja accorde aux personnes juives une place centrale dans sa pensée. Si elles constituent bien des racisées à ses yeux, ce sont des traîtres·sés à la solde des blanc·he·s. C'est ainsi qu'elle déclarait : « On ne reconnaît pas un Juif parce qu'il se déclare Juif, mais à sa soif de vouloir se fondre dans la blancheur, de plébisciter son oppresseur et de vouloir incarner les canons de la modernité. » Une certaine filiation avec Alain Soral n'est au passage pas à exclure puisqu'elle le cite à longueur d'ouvrage dans son dernier livre intitulé *Beaufs et barbares. Le pari du nous*. Bien que Bouteldja ait perdu de son aura et d'une bonne partie de son crédit à gauche, son dernier ouvrage a été publié à la Fabrique, est vendu dans toutes les librairies militantes (qui invite même parfois l'essayiste à venir le présenter) et a valu à son autrice d'être sollicitée sur France culture...

En Suisse, pas de place publique pour l'antisémitisme

En Suisse, les interventions publiquement antisémites sont moins nombreuses, mais elles existent. En 2016, ainsi la Jeunesse socialiste suisse se retrouvait au cœur d'une polémique après avoir publié une caricature de Johann Schneider-Amman nourrissant avec une cuillère un capitaliste, aux favoris fournis et au nez proéminent, affublé d'un chapeau haut de forme, renvoyant à n'en pas douter aux stéréotypes antisémites classiques. Elle avait dans la foulée publié un communiqué de presse d'excuses. Plus récemment, les Vert·e·s suisses ont exclu l'un de leurs élus fédéraux après que celui-ci a eu comparé le transport de masse de porcs à la déportation d'individus juifs à Auschwitz. Vraisemblablement parce que réflexions contemporaines allemandes imprègnent la politique suisse, les actes antisémites y sont condamnés fermement de manière systématique.

Se montrer intraitable

En plus de s'avérer tout à fait nauséabonde, la rhétorique antisémitique dessert tout projet de gauche. Elle n'a rien d'une critique du capitalisme. Lorsque l'on reproche à Emmanuel Macron d'être un ancien banquier, nul besoin de préciser et d'insister que c'était à la banque Rotschild. Le faire, c'est légitimer les lubies de l'extrême droite. Le fantasme du complot juif n'a jamais remis en question le capitalisme, il n'a jamais fait que brouiller les pistes.

Comme l'aurait peut-être dit le dirigeant socialdémocrate allemand August Bebel (1840-1913), « l'antisémitisme est le socialisme des imbéciles ». Cette rhétorique complotante affaiblit les mouvements sociaux dans lesquels elle apparaît — on l'a vu avec les Gilets jaunes — et doit systématiquement être combattue sans aucune réserve par la gauche. Partout, celle-ci doit se montrer intraitable avec l'antisémitisme. Aucun racisme ne mènera au socialisme.

Léo Tinguely

Une histoire de l'antisémitisme

Christina Späti est professeure d'histoire à l'Université de Fribourg. Elle a en particulier travaillé sur l'Holocauste et sur l'histoire de l'antisémitisme. Elle conduit maintenant un projet de recherche sur les victimes suisses de l'Holocauste, un sujet étonnamment peu traité jusqu'à maintenant.

DOSSIER *Comment retracer de manière très synthétique l'histoire de l'antisémitisme ?*

Si l'on part du début, un antijudaïsme chrétien apparaît dès les premiers siècles de notre ère, au travers duquel les Chrétiens cherchent à marquer leur différence par rapport à leur ancienne religion. Cette distinction se fait par la multiplication des stéréotypes très négatifs à l'égard des Juif·ve·s, mais qui sont de nature principalement religieuse.

Au cours du Moyen Âge, on observe l'apparition de justifications économiques, sociales et culturelles aux discriminations, notamment autour de la condamnation de la pratique du prêt avec intérêt, interdit aux Chrétiens et qu'on considérait comme de l'usure. On voit aussi apparaître, notamment en Espagne, les premiers arguments de nature « raciale » reposant sur la pureté ou l'impureté du sang. C'est à partir de là qu'on commence à contester la possibilité pour les Juif·ve·s de se convertir au christianisme, en remettant en cause la valeur du baptême par exemple.

Ce qui est frappant, c'est que les différents arguments s'ajoutent les uns aux autres au fil des siècles plutôt qu'ils ne se substituent les uns aux autres.

On considère généralement que l'antisémitisme contemporain apparaît dans la seconde moitié du XIX^e siècle. Il vient alors s'articuler aux idéologies nationalistes et aux nouvelles théories raciales, tandis qu'on voit diminuer les préjugés religieux et apparaître à leur place des théories du complot juif. Vers la fin du siècle, plusieurs événements viennent marquer cette seconde césure importante, le plus important d'entre eux étant l'affaire Dreyfus en France.

Dans ces dernières décennies du XIX^e siècle, on assiste à une réaction contre l'émancipation des populations juives. On déduit de l'égalité proclamée par les déclarations des droits qu'elles devraient simplement s'assimiler au reste de la population sans plus faire valoir de différence d'aucune sorte.

L'antisémitisme surgit souvent lors des périodes de crise politique et peut être interprété comme une forme particulièrement virulente d'antimodernisme.

Comment l'antisémitisme évolue-t-il ensuite au XX^e siècle ?

La deuxième césure dans l'histoire de l'antisémitisme a lieu en 1945, après la libération des camps de concentration nazis et la diffusion des images à l'intérieur de ceux-ci. L'antisémitisme, bien qu'il ne disparaisse pas, devient alors un tabou. Avant la Seconde Guerre mondiale, il constituait une opinion très répandue dans les populations européennes : l'antisémitisme était alors parfaitement accepté. Cette situation change radicalement après la guerre.

Je dirais qu'à partir de ce moment, l'antisémitisme a besoin pour resurgir d'événements qui agissent comme des déclencheurs. Les discussions suscitées par les propos négationnistes ou concernant la bonne manière d'aborder ou de gérer l'histoire de l'Holocauste en sont un exemple. Il en est de même lorsqu'on cherche à banaliser la Shoah, et notamment lorsque des comparaisons abusives sont établies avec les politiques nazies.

La situation change après la guerre des Six Jours en 1967. Jusqu'à cette date, l'État d'Israël bénéficie d'une immense sym-

pathie en Europe, notamment en Suisse où l'on s'identifie volontiers à ce petit État isolé, à la fois très militarisé et entouré d'ennemis. 1967 change la situation puisqu'on voit se développer une solidarité avec les Palestiniens, qui est renforcée par la guerre contre le Liban au début des années 1980, puis la première et la seconde Intifada (en 1987 et 2000).

Assiste-t-on alors à un nouvel antisémitisme ? Je parlerais pour ma part plutôt d'une intensification d'une attitude dont le contenu qui n'a pas beaucoup changé avec les ans. La nouveauté réside peut-être dans le fait que ces expressions sont désormais plus facilement acceptées.

L'histoire de l'antisémitisme en Suisse présente-t-elle des particularités ?

On sait que la Suisse a tardé à émanciper les Juif·ve·s et à leur accorder des droits égaux. Elle finit par le faire sur pression des puissances étrangères, notamment de la France, inquiètes du sort de leurs ressortissant·e·s sur le territoire. La liberté d'établissement n'est accordée qu'en 1866, et la liberté de culte ne l'est que par la Constitution fédérale de 1874.

On assiste aussi à la fin du siècle à une vaste campagne antisémite autour d'une initiative lancée contre la pratique de l'abattage rituel. Celle-ci est acceptée par le peuple et les cantons en 1893. Il faut noter que les taux d'acceptation les plus élevés se trouvent dans les régions sans communautés juives, par exemple en Suisse centrale. On est donc ici en présence d'un phénomène étrange : un antisémitisme sans Juif·ve·s.

Si l'antisémitisme n'atteint pas en Suisse les mêmes extrêmes qu'en Allemagne ou en Autriche, les années 1930 et 1940 voient néanmoins de nombreuses manifestations hostiles à l'égard des réfugié·e·s juif·ve·s. Dans l'entre-deux-guerres, les discours antisémites prennent prétexte de la peur de la « surpopulation étrangère » (*Überfremdung*) pour s'opposer à l'immigration des Juif·ve·s des pays d'Europe centrale, qu'on appelle

les *Ostjuden* avec une volonté de les distinguer de leurs homologues de nationalité suisse. L'argument le plus fréquent est de prétendre protéger la communauté juive de Suisse en limitant l'immigration de Juif·ve·s étrangères·ers qui, prétend-on, alimentera les réactions antisémites de la population.

Après 1945, comme ailleurs en Europe, l'antisémitisme — totalement discrédité par la période nazie — ne réapparaît qu'à la faveur d'éléments déclencheurs précis. On l'a vu à nouveau au moment de l'affaire des fonds en déshérence dans les années 1990, lors de laquelle des figures politiques de premier plan se sont crues autorisées à convoquer de vieux préjugés antisémites pour condamner les attaques que subissait la Suisse. Pour des gens comme Christoph Blocher par exemple, il était alors temps de briser le tabou entourant l'antisémitisme.

J'ajoute pour terminer que l'intérêt pour ce sujet est très récent dans notre pays. Cela fait plus de vingt ans que je travaille

sur l'antisémitisme en Suisse, et cela ne fait que quelques années qu'on vient m'interroger sur cette question. Cela montre qu'il y a à mon sens une prise de conscience du problème, tardive, mais bienvenue.

Et à gauche, comment l'antisémitisme s'exprime-t-il ?

On a vu assez tôt apparaître dans certains milieux de gauche des propos négationnistes. Dans les organisations antisionistes qui nient le droit à l'existence d'Israël, les crimes de la Shoah sont souvent occultés lorsqu'il s'agit de rappeler les raisons de la création de cet État. On retrouve parfois aussi des discours ayant recours à des stéréotypes antisémites portant sur la place des Juif·ve·s dans l'économie ou la finance.

En Allemagne et en Autriche, la discussion s'est ouverte sur cette question dès les années 1990, alors qu'en Suisse, la présence d'un antisémitisme de gauche est restée très largement un tabou jusqu'à aujourd'hui. Il y a un refus d'en parler.

Les critiques d'Israël y occupent une place importante, lorsqu'elles reposent sur une équivalence entre Israélien·ne·s et Juif·ve·s, ce qui permet en retour la réactivation de certains stéréotypes classiques de l'antisémitisme ou l'invocation de théories du complot.

*Propos recueillis
par Antoine Chollet*

Christina Späti a notamment publié sur cette thématique : Christina Späti, Die schweizerische Linke und Israel. Israelbegeisterung, Antizionismus und Antisemitismus zwischen 1967 und 1991, Essen, Klartext, 2006.

LIRE
COMPRENDRE
S'ENGAGER

POUR
UN MÉDIA
INDÉPENDANT

AVEC
LE COURRIER

L'ABONNEMENT
C'EST MAINTENANT

LE COURRIER



lecourrier.ch/maintenant

État actuel de l'antisémitisme en Suisse

DOSSIER Contrairement à certaines idées reçues, l'antisémitisme n'a pas disparu du tout. À l'inverse, les actes antisémites persistent et ont même augmenté ces dernières années en Suisse comme dans les pays voisins, avec une recension toujours plus importante d'actes violents commis contre des personnes (insultes, menaces) mais non des biens (dégradation de matériel, synagogues).

Le rapport national 2022 de la Fédération suisse contre le racisme et l'antisémitisme (GRA) et de la Fédération suisse des communautés israélites (FSCI) est sans appel : il faut absolument que la Confédération prenne des mesures juridiques concrètes pour détecter et limiter ces actes rapidement sans faire reposer tout le travail de prévention sur les associations et les ONG locales. En effet, le rapport dénombre plus de 910 incidents, dont 853 en ligne, avec l'observation d'une hausse des tendances depuis 2018 pour les violences « en personne ».

De son côté, la Coordination intercommunautaire contre l'antisémitisme et la diffamation (CICAD) relève plus de 562 cas uniquement en Suisse romande, soit une hausse de 70% depuis l'année précédente. De plus, ces chiffres

déjà très alarmants sont probablement sous-estimés au vu de la diversité des plateformes analysées et du fait qu'une partie du recensement repose sur un signalement volontaire aux associations concernées et/ou à la police.

En France voisine, plusieurs études du Conseil représentatif des institutions juives de France (CRIF) démontrent une poussée de l'antisémitisme chez les jeunes générations (moins de 35 ans). Cette poussée serait notamment causée par de nouvelles formes de complotisme et de radicalisation politique ou religieuse. Une analyse partagée par les associations suisses qui parlent d'une nouvelle sous-culture antisémite hétérogène née des oppositions complotistes diverses aux mesures sanitaires durant l'épidémie de Covid-19, couplées aux élections présidentielles françaises et la guerre en Ukraine qui ont également amené leur lot de théories du complot juif, mais aussi de négationnisme. Ainsi, les actualités locales comme internationales ont une grande incidence sur les actes antisémites, notamment pour les espaces numériques (Twitter, Facebook, groupes Telegram) où se multiplient le partage d'images ou de publications antisémites selon l'actualité politique.

Combattre l'antisémitisme sous toutes ses formes

Pour le FSCI et le GRA, les mouvements d'extrême droite sont très majoritairement à l'origine des comportements antisémites, notamment par la propagation très importante de discours haineux sur Internet. Toutefois, certains mouvements d'extrême gauche sont également cités par le rapport 2022 comme vecteurs de commentaires antisémites liés à l'État d'Israël. En effet, ce dernier sujet semble diviser particulièrement des individus issus de tout l'échiquier politique, faisant ressortir plusieurs comportements antisémites à droite comme à gauche. Une tendance que les différentes associations suisses analysent comme inquiétante au vu de la composition toujours plus hétérogène des communautés complotistes antijuives. Face à la diversité des actes antisémites, tant dans leur nature que dans leurs couleurs politiques, il est donc primordial de condamner fermement l'antisémitisme sous toutes ses formes, y compris quand cela proviendrait de nos camarades de gauche.

Léonore Vuissoz

Sources : CRIF & Ipsos, *La perception de l'antisémitisme aujourd'hui en France*, 2021 ; CICAD, *Antisémitisme en Suisse romande : importante augmentation des cas en 2022, 2023* ; CICAD, *Antisémitisme en Suisse romande 2022, 2023* ; FSCI & GRA, *Rapport sur l'antisémitisme 2022 en Suisse alémanique, italienne et rhéto-romane*, 2023.



Pour une convergence des combats antiracistes

DOSSIER Les prémisses du dernier ouvrage d'Illana Weizmann intitulé *Des blancs comme les autres? Les juifs, angle mort de l'antiracisme* sont les mêmes que ceux de ce présent dossier. À gauche, comme dans les milieux antiracistes, l'objet politique de l'antisémitisme demeure impensé. Si tout le monde a beau y être opposé par principe, maintes ambiguïtés demeurent et nombre de militant·e·s juif·ve·s peinent à se sentir pleinement à l'aise dans leur militantisme.

Cela va sans dire que la question que pose le titre du livre n'est que rhétorique: les juif·ve·s ne sont pas des blanc·he·s comme les autres. En alliant analyse historique du processus de racialisation de la communauté juive, vécus personnels et plaidoirie pour une convergence des luttes, Illana Weizman offre un bol d'air frais à la gauche francophone face à deux de ses courants aussi absurdes que dangereux. On trouve d'un côté les thèses mortifères, qui bénéficient d'une attention honteuse, d'Houria Bouteldja et d'autres membres des Indigènes de la République, selon lesquelles tout·e·s les juif·ve·s seraient coresponsables de la colonisation de la Palestine. De l'autre, il y a celles des nouveaux philosophes (tels que Pascal Bruckner) et du Printemps républicain, qui laissent croire que l'antisémitisme classique d'extrême droite aurait disparu au profit de celui des quartiers (à comprendre celui des musulman·e·s) et qui conservent un certain écho dans l'espace public.

L'extrême droite est toujours aussi dangereuse

S'il est vrai qu'en comparaison à la première moitié du XX^e l'antisémitisme assumé de droite et d'extrême droite n'a plus pignon sur rue, celui-ci n'a pas pour autant disparu. Il se niche dans des groupuscules marginaux, tout en se diffusant plus largement par l'intermédiaire de sous-entendus vagues permettant aux antisémites de se reconnaître entre elles et eux. Pour caractériser

ces appels dissimulés, on parle souvent de *dog whistle*, en faisant allusion aux sifflets que seuls les chiens peuvent entendre.

Depuis maintenant quelques décennies, c'est même le camp conservateur qui s'autoproclame le chantre de la lutte contre l'antisémitisme, dont l'islamisme constituerait le seul moteur. La gauche n'est pas innocente dans cette nouvelle dynamique. Les silences coupables — motivés par des arguments pro-palestiniens — ayant suivi certains attentats antisémites ont contribué à fortement brouiller les pistes. Il s'agirait maintenant de remettre les pendules à l'heure, de dénoncer l'antisémitisme sous toutes ses formes tout en faisant de même avec l'islamophobie.

Combiner lutte contre l'antisémitisme et contre l'islamophobie

On est hélas contraint de rappeler par l'état lamentable du débat actuel sur l'antisémitisme, que si certaines des attaques antisémites les plus violentes de ces dernières années ont été com-

mises sous prétexte islamique, cela ne fait pas de tout·e·s les musulman·e·s des antisémites.

Si des discours ouvertement islamophobes bénéficient aujourd'hui d'une large audience, ce n'est pas parce que la question de l'antisémitisme prend trop de place, mais le signe que le combat contre l'islamophobie doit être intensifié. Si des centaines de milliers de Palestinien·ne·s vivent toujours dans des camps des réfugié·e·s, aucun juif·ve n'est responsable de cette situation en raison de sa confession. Et si l'extrême droite se déclare être l'amie des juif·ve·s, son histoire, ses figures et ses militant·e·s invalident cette position.

Bertil Munk

À lire : Illana Weizman, *Des blancs comme les autres? Les juifs, angle mort de l'antiracisme*, Paris : Stock, 2022.



« On peut être à la fois antisémite et pro-israélien »

Les manifestations d'antisémitisme dans le monde entretiennent un rapport complexe avec l'existence de l'État d'Israël et les politiques menées par ses gouvernements successifs. Pour en parler, nous nous sommes entretenus avec Sylvain Cypel, qui a travaillé comme journaliste au Monde de 1998 à 2013 et a écrit plusieurs livres sur la politique israélienne, notamment Les Emmurés et L'État d'Israël contre les Juifs.

DOSSIER *Quels effets a eus la création de l'État d'Israël sur l'antisémitisme ?*

Il est difficile d'identifier une attitude unifiée en Europe, car les contextes nationaux varient. La première chose à relever est que l'antisémitisme a extraordinairement reculé après la Seconde Guerre mondiale et la découverte du génocide commis par les nazis. L'antisémitisme ne disparaît pas, mais devient très marginal et ne peut plus s'exprimer publiquement.

Puis, à partir des années 1980, des universitaires allemands ont produit de nombreux travaux de qualité et novateurs sur le nazisme et l'Holocauste, comparables aux recherches universitaires aux États-Unis et en Israël. Il s'agissait de montrer la place centrale que l'antisémitisme avait occupée dans la constitution du nazisme et aussi, chose moins connue, que l'extermination des Juifs était, dans l'esprit des nazis, un prélude à d'autres massacres et mise en esclavage de peuples. Encore aujourd'hui, la société allemande tient à se montrer exemplaire contre l'antisémitisme, et l'État fédéral soutient Israël.

En France, on observe depuis quelque temps un renouveau de l'antisémitisme. Dans les milieux défavorisés, il est davantage porté par l'ignorance que par une position idéologique solide. L'hostilité à Israël à cause de l'oppression des Palestiniens peut alors servir de prétexte à l'antisémitisme, selon le principe que si un Juif commet un crime, toutes les

Juifs sont coupables. Il est courant aujourd'hui de faire porter aux musulmans la responsabilité de cette résurgence, même si le phénomène est en réalité plus complexe.

On assiste en même temps à la remontée de l'antisémitisme traditionnel d'extrême droite. Cet antisémitisme-là renoue avec ses racines, les pensées de Maurice Barrès ou de Charles Maurras, et prolonge en quelque sorte l'affrontement qui a eu lieu au moment de l'affaire Dreyfus. Un Éric Zemmour diffuse l'idée que « l'innocence de Dreyfus n'a pas été prouvée » et que le maréchal Pétain n'a pas collaboré aux crimes nazis. Dans cette mouvance, on peut être à la fois antisémite et... très pro-israélien.

Quant aux États-Unis, l'antisémitisme y est pour l'essentiel le fait des milieux « suprémacistes blancs ». Et il est en progrès depuis la présidence Trump.

Comment décrire à l'inverse les effets de l'antisémitisme en Israël ?

Je décrirais plusieurs paradoxes. Le premier tient à l'écart entre le niveau des recherches des historiens israéliens et l'incroyable ignorance générale sur ce qu'a été le nazisme. En Israël on présente la Shoah comme l'aboutissement d'un processus bimillénaire durant lequel les Juifs ont été massacrés parce qu'elles et ils n'avaient pas d'État pour se défendre. On présente aussi la Shoah comme un événement quasi « anhistorique ». Aucun lien n'est fait entre les politiques

antisémites du régime nazi et son idéologie générale, un fascisme racial hyper-nationaliste.

On observe alors d'extraordinaires aberrations. D'une part la Shoah a un caractère intouchable, de l'autre l'accusation d'être un « nazi » fait partie des insultes communes dans la société israélienne. On l'a observé jusqu'à la Knesset, où David Ben Gourion et Menahem Begin se sont accusés mutuellement de pratiques « nazies ». En Israël, la Shoah est sacralisée et l'utilisation du terme « nazi » complètement banalisée.

La situation s'est aggravée avec les positions défendues par Benjamin Netanyahu. Il a avancé à plusieurs reprises une idée absolument sidérante, selon laquelle Hitler « entendait seulement expulser les Juifs » d'Europe, pas les assassiner. Ce serait le grand mufti de Jérusalem qui lui aurait suggéré de « les brûler toutes ». Cette invention effroyable a été immédiatement fustigée par tous les spécialistes de la période. Mais Netanyahu l'a répété plusieurs fois, sans qu'en Israël cela lui porte préjudice.

Quel est le sens caché de cette affirmation folle ? Il s'agit pour lui de déplacer la responsabilité initiale de l'Holocauste de l'Europe, le foyer historique de l'antisémitisme, vers... les Arabes. Il faut rappeler ici que Netanyahu est très proche des positions des milieux suprémacistes blancs américains, qui sont à la fois antisémites et très racistes envers les musulmans — mais souvent, aussi, très pro-israéliens. Ainsi Netanyahu n'éprouve aucune gêne à parler avec Orban, qui adule le régent Horthy, le dirigeant hongrois qui, sans que les nazis ne le lui demandent, avait instauré des « lois anti-juives » similaires aux leurs.

Comment comprendre le rabattement de l'antisionisme sur l'antisémitisme ?

Cela me rappelle les discours staliniens qui assimilèrent toute critique de Staline ou de l'URSS à du « fascisme ». L'équivalence antisionisme-an-

tisémitisme utilise le même type d'arguments visant à délégitimer toute critique d'Israël. Deux catégories de personnes avancent cet argument. La première témoigne de son ignorance et de son opportunisme ; c'est celle dans laquelle tombe Emmanuel Macron lorsqu'il affirme que « l'antisionisme est la version moderne de l'antisémitisme ». Une conseillère qui n'y connaît rien a dû lui dire que cela ferait plaisir à Netanyahu. La seconde poursuit des motifs très clairs : empêcher toute critique, même mesurée, des politiques menées par les différents gouvernements israéliens.

Mais cet argument est progressivement en train d'échouer. Aux États-Unis, l'évolution est rapide, du moins dans le camp démocrate. Les tentatives de censurer toute critique des politiques israéliennes à l'égard des Palestiniens constituent surtout un phénomène euro-

péen. La question qu'il faut se poser, c'est de savoir jusqu'où peut aller ce soutien inconditionnel.

Et quelle est la situation en Israël de ce point de vue là ?

En Israël, il y a des personnes qui se déclarent sionistes et qui émettent des critiques radicales envers les politiques coloniales actuelles d'Israël ! Il suffit de lire le quotidien *Haaretz* (qui dispose d'une édition en anglais) pour le constater. La liberté de ton des attaques contre ces politiques dépasse de très loin ce qu'on peut lire dans la presse européenne. Et l'idée d'assimiler antisionisme à antisémitisme y est dénoncée comme absurde. D'ailleurs, le même *Haaretz* et les grandes ONG israéliennes n'hésitent plus à qualifier Israël « d'État d'apartheid ».

J'observe cependant une évolution très inquiétante de la société israélienne. Pendant

des décennies, la position historique officielle, avancée par Ben Gourion après la guerre d'Indépendance d'Israël en 1948, clamait qu'Israël n'avait « expulsé aucun Arabe, elles et ils étaient parties volontairement ». On rencontre désormais de plus en plus souvent en Israël une position qui consiste à assumer sans fard l'expulsion massive des Palestiniens en 1948 et... à prôner de refaire la même chose avec celles et ceux qui résident aujourd'hui en Israël et dans les Territoires palestiniens occupés.

Après 56 ans d'occupation militaire imposée aux Palestiniens, une mentalité coloniale s'est progressivement imposée dans la grande majorité des Israéliens. Le dernier gouvernement Netanyahu en est l'incarnation radicale.

*Propos recueillis par
Antoine Chollet*



« Les outils pour exprimer l'oppression n'ont pas été pensés pour les Juives et Juifs »

Quelle place pour la lutte contre l'antisémitisme dans les milieux de gauche ? Pages de gauche a rencontré Ninon (N) et Arwen (A), toutes deux membres du Collectif bruxellois de colleureuses juifves, qui ont accepté d'évoquer leur engagement militant, leur vécu de femmes juives ainsi que leurs expériences au sein de mouvements féministes et antiracistes. Entretien.

DOSSIER *Quels sont les buts de votre collectif ?*

N : Le collectif s'est créé il y a un an et demi. Son but est de lutter contre l'antisémitisme de manière globale, particulièrement à gauche et dans les milieux antiracistes où il y est très peu dénoncé. Nous dénonçons également le sexisme au sein de la communauté juive, car la religion juive demeure une religion patriarcale et misogyne. Enfin, nous tentons d'amener des pistes de réflexion et un peu de pédagogie à travers les réseaux sociaux.

Comment votre collectif s'est-il constitué ?

N : J'ai lancé un appel sur Instagram. D'une part, il m'insupportait d'être ramenée systématiquement à ma condition juive lorsqu'un conflit israélo-palestinien éclatait. D'autre part, j'en avais marre que l'on considère les personnes juives comme n'étant pas racisées, car elles le sont. On bénéficie certes du *whitepassing* (le fait d'être perçue comme une personne blanche) ; ce n'est pas écrits sur notre tête qu'on est juifve. Cependant, être racisé-e, ce n'est pas qu'une couleur de peau. C'est un processus et non une question de ressenti. Nos grands-parents ne sont pas morts parce qu'ils étaient blancs, mais parce qu'ils étaient juifs. Cette absence de considération est très présente dans les milieux féministes — où on nous demande par exemple de ne pas révéler notre identité juive ou l'origine de nos noms de famille — mais elle se manifeste aussi au sein de la communauté juive. Au début du collectif, nous avons ren-

contré des difficultés à poser cette base commune. Il y a un véritable sentiment d'illégitimité.

Pourquoi s'être porté sur le mode d'action du collage, quelle est sa fonction ?

N : C'est un mode d'action qui est peu onéreux, accessible à tout-e-s. Mais le plus important, c'est qu'il permet de se réapproprier l'espace public en tant que personne sexisée. C'est une forme d'empouvoirement. Depuis deux ans que je fais ça, mon rapport à la rue a complètement évolué. Je prends de l'espace alors qu'avant, je rasais les murs.

Qu'est-ce qui singularise le vécu des femmes juives et les discriminations, l'antisémitisme, à leur rencontre ?

A : Pour les femmes juives, il y a une manière de gérer l'antisémitisme et la misogynie qui renforce le *victim blaming*, le sentiment que la responsabilité d'une agression se porte sur la victime. Lorsque je me balade en jupe et en pull de l'UE-JB (l'Union des étudiants juifs de Belgique), j'ai peur pour deux choses. D'une part, comme le sexisme et l'antisémitisme vont de pair, il s'installe chez moi un sentiment de vigilance permanent. D'autre part, j'ai le sentiment que c'est ma faute lorsque je subis une agression lorsque je porte un signe ostentatoire. Cela a été en partie déconstruit ces dernières années pour ce qui est du sexisme, mais pas pour l'antisémitisme. On nous reproche toujours de faire preuve de négligence, de nous mettre de ma-

nière consciente en danger.

N : À travers la hiérarchisation des discriminations — que contribuent notamment à construire les luttes féministes et antiracistes — de nombreuses discriminations structurelles sont passées sous silence. Les discriminations à l'embauche et au logement, qui existent, sont pourtant très peu relayées. Pour minimiser les discriminations vécues par les personnes juives au regard d'autres minorités, il est par exemple souvent avancé que comme elles passent pour blanches, leurs plaintes auraient davantage de chances d'être reçues par la police. Or en Belgique, 20% de la population est antisémite. J'attends moi-même toujours un rendez-vous après avoir déposé une plainte pour viol il y a cela un an et demi. Notre vécu et les discriminations qui vont avec, qui diffèrent de celles subies par d'autres minorités, sont invisibilisées.

Justement, quelle place est accordée aux vécus des femmes juives dans les mouvements féministes et antiracistes ? Comment vous y sentez-vous ?

N : Moi j'ai eu une très mauvaise expérience personnelle dans le milieu féministe militant bruxellois quand j'ai osé dire que j'étais juive et racisée. Lorsque j'ai évoqué mon vécu de victime de viol, on m'a réduite au silence. On a invalidé mes propos pour le motif que je ne pouvais pas être racisée, puisque j'étais blanche. J'ai bien ressenti le malaise. On a annoncé le moment de la pause et fait comme si ces propos n'avaient jamais existé.

A : Le milieu antiraciste a construit des outils pour pouvoir exprimer l'oppression à partir de la négrophobie, de l'islamophobie, à partir de beaucoup de haines existantes. C'est donc important que ces outils existent, mais ces outils-là n'ont pas été pensés pour les juifves. On y arrive avec un mal-être, un vécu d'oppression

qu'il nous est impossible à verbaliser. Surtout, selon les critères d'oppression des personnes en face de nous, nous ne sommes pas opprimées. Il y a une négation de ce qu'on vit. Il y a un vrai malaise parce qu'on se tourne vers des personnes en pensant qu'elles partagent cette vision d'entraide, d'écoute et de bienveillance. C'est d'autant plus violent de découvrir qu'elles refusent de comprendre, qu'elles refusent d'écouter.

Est-ce que votre collectif ressent une remontée de l'antisémitisme ?

A : Pour moi, il n'a pas augmenté, mais il s'est banalisé. Il est devenu moins choquant et revêt désormais des formes acceptables. À aucun moment il n'a disparu, il était devenu souterrain. Forcément, la pandémie a joué un grand rôle dans le retour à la surface du complotisme antisémite. Il y a eu le fameux slogan « Qui ? ». Il y a aussi une vanne qui disait qu'une pandémie n'en est pas une, tant que les juif·ve·s n'ont pas été accusé·e·s d'en être à l'origine. Cela n'a pas manqué de se produire.

N : Les chiffres concernant les réseaux sociaux sont hallucinants. TikTok a observé une hausse de 900% des contenus antisémites durant la pandémie. Dans le même temps, c'est plus de deux millions de tweets antisémites qui étaient publiés.

Pour vous, est-ce que des dirigeant·e·s, à l'image de Mélenchon et de Corbyn, et des partis politiques de gauche portent des responsabilités vis-à-vis du climat antisémite actuel ?

N : On constate que l'antisémitisme des dirigeant·e·s passe au second plan pour beaucoup de monde. Lorsqu'on alertait sur les discours antisémite de Jean-Luc Mélenchon, on nous rétorquait que ce n'était pas l'urgence, que l'urgence c'était de faire front contre Emmanuel Macron.

A : C'est insupportable parce que nous sommes pris·es en étau entre d'un côté des gens de gauche avec des fonctions de porte-parole qui tiennent des propos ouvertement antisémites, et de l'autre des personnalités de droite ou d'extrême droite qui se targuent à tort d'être les championnes de la lutte contre l'antisémitisme. En perma-

nence, la droite et l'extrême droite utilisent la lutte contre l'antisémitisme pour appâter les personnes juives, pour discréditer les mouvements de gauche et pour propager l'islamophobie. J'étais présente lors d'une manifestation en soutien à Adama Traoré où une insulte antisémite (« sale juif ») a été prononcée. Malgré une condamnation unanime et une prise de parole d'Assa Traoré, cela sera largement relayé par la presse pour décrédibiliser le mouvement.

N : Cette instrumentation de l'antisémitisme afin de discréditer d'autres discriminations et violences a aussi pour conséquence d'alimenter les conflits intracommunautaires. Cela attise une haine entre les opprimé·e·s.

Ces derniers temps, la parole de personnes juives de gauche commence à émerger publiquement, avec quel effet ?

A : Il y a vraiment un renouveau d'espoir. Pendant long-

temps, je me suis sentie très seule. Dernièrement, le livre *Des blancs comme les autres ?* d'Illana Weizman (dont la page 13 rend compte) a fait beaucoup de bien. À l'image de l'Organisation révolutionnaire antiraciste juive ou des colleuses de Marseille, des collectifs féministes juifs émergent un peu partout dans le monde francophone. Jonas Pardo est aussi très présent dans l'espace médiatique et des débats sur l'antisémitisme à gauche sont tenus sur *Mediapart*, etc. Il y a le sentiment d'une pensée qui s'organise, qui s'explique.

N : Au fil du temps, les juif·ve·s de gauche étaient devenu·e·s une denrée rare. C'est compliqué en tant que juive de gauche de s'identifier à une communauté dans laquelle tu ne te reconnais absolument pas politiquement. Cela fait du bien de pouvoir s'identifier à d'autres personnes juives qui nous ressemblent.

*Propos recueillis par
Léo Tinguely*



« Lutter contre l'antisémitisme, c'est s'en prendre au fascisme »

Afin de faire le point sur l'antisémitisme au sein de la gauche romande, Pages de gauche a rencontré deux militant·e·s de gauche d'ascendance juive. Quand Jean Lazega (JL) est actif au sein du Parti socialiste lausannois, Anne Weill-Lévy (AWL) représente actuellement les Vert·e·s au législatif de Blonay-Saint-Légier et a, par le passé, siégé à la Constituante, au Grand Conseil et à la Cour des comptes du canton de Vaud.

DOSSIER *Quels sont vos rapports respectifs à la judéité ?*

JL : Je me sens très Juif, sans pour autant tomber dans l'ethnocentrisme. Mes parents sont, d'ailleurs, des rescapé·e·s du nazisme et m'ont donc transmis l'héritage de ce désastre.

AWL : Je me sens également très juive. Ma mère était une enfant cachée dont les parents ont été déporté·e·s devant elle. Nous ne parlions, en revanche, jamais de l'Holocauste. Chaque fois que le sujet était traité à la télévision, celle-ci était immédiatement coupée. Encore aujourd'hui, la Shoah est assise à côté de moi sur une chaise.

JL : Nous sommes, avec Anne, deux membres de cette génération d'enfants de la Shoah. Personnellement, je suis né et ai effectué ma première scolarité en Israël, une partie de mes enseignantes en primaire avaient l'avant-bras tatoué... Si je suis Suisse et vis ici, j'ai donc grandi en Israël et y ai effectué mon service militaire. Même si je suis extrêmement virulent à l'encontre des agissements de l'État israélien, je demeure évidemment attaché à ce pays.

AWL : Une amie me rappelle toujours que si nos grands-parents ou parents ne savaient pas où s'échapper lors de la Seconde Guerre mondiale, Israël constitue désormais le foyer dans lequel on peut toujours se rendre. Mon fils m'a aussi une fois indiqué qu'en exégèse hébraïque trois mots peuvent signifier la terre : *Adama*, le sol, *Haaretz*, la patrie, et *Medina*, l'État. Il appartient donc à chaque personne juive de s'inscrire dans le concept lui convenant le mieux.

JL : C'est justement cette ambivalence qui fait le terreau des malentendus entre l'État d'Israël, les agissements de celui-ci et les liens que l'on a tissés avec lui. Il est totalement possible d'être attaché à la terre ou à l'État, sans toutefois en approuver ses actions.

Avez-vous, à titre personnel, fait face dans vos parcours militants à des attitudes antisémites ?

AWL : Les deux pires remarques antisémites que j'ai eu à subir ont été formulées dans les années 2000 au Grand Conseil vaudois de la part d'une élue verte et d'un socialiste. Je me souviens très bien de la pire des deux. Je parlais avec quelqu'un de politiques israéliennes, quand j'entends un député PS affirmer : « Quand l'on voit ce qui se passe dans ce pays, c'est à se demander si Adolf Hitler n'aurait pas mieux fait de finir le travail... ».

Si l'antisémitisme est consubstantiel à l'extrême droite européenne, la gauche a pris ou prend-elle pour autant suffisamment en charge la question ?

JL : Emanuel Hurwitz, qui était un député socialiste zurichois d'ascendance juive, avait en 1984 démissionné avec fracas de son mandat électoral tout en rendant sa carte de parti. Le psychiatre qu'il était ne supportait pas l'amalgame permanent qui était fait au sein du PS entre personnes juives et État d'Israël. Ses actions furent récompensées deux ans avant sa mort, en 2019 donc, lorsque le Parti socialiste suisse

assimila formellement la norme internationale contre l'antisémitisme. Celle-ci condamne entre autres « l'idée selon laquelle les Juif·ve·s seraient collectivement responsables des actions de l'État d'Israël ». L'antisémitisme est niché partout, pourquoi serait-il absent de la gauche ? Bien que j'aimerais bien que cela ne soit pas le cas, il faut se faire à cette idée, et souhaite ardemment que cela change.

AWL : On doit aussi faire très attention aux images qu'on utilise en politique, et aux caricatures avec des nez crochus, des ongles griffus et des marionnettes qu'on voit ressurgir de temps en temps en période de votation dans les jeunes de gauche. Si on leur montrait des affiches d'époque peut-être qu'elles se rendraient compte du problème.

Estimez-vous également, comme Illana Weizmann, que les personnes juives représentent l'angle mort de l'antiracisme ? Comment l'expliquez-vous en Suisse ?

JL : Moi, en tant que socialiste, et toi Anne, en tant que verte, on attend de la part du « peuple de gauche », qu'il lutte pour la vérité et la défense des minorités, qu'il partage également un état de conscience sur la question de l'antisémitisme. Actuellement cet état de conscience comprend avant tout la misogynie, le racisme anti-Noir·e et la xénophobie — et tant mieux ! —, mais la haine envers les personnes juives n'est plus un sujet. La gauche est, à tort, persuadée que l'antisémitisme est derrière elle. Comme le dit Michel Dreyfus qui est un sociologue français qui a beaucoup écrit sur la question dans les partis de gauche en France et en Allemagne, l'antisémitisme fluctue, en fonction des situations politiques et sociales, et c'est ça qui est dangereux. Encore de nos jours, on voit que les guerres ou le chômage influencent l'antisémitisme ! L'assimilation des Juif·ve·s au capitalisme, qui va encore de soi pour une partie de la gauche, ressurgit en temps de crise comme maintenant.

Comment réagir à l'amalgame parfois fait à gauche entre personnes juives et agissements de l'État d'Israël ?

JL : Globalement, la gauche européenne ne sait rien d'Israël. Est-ce que les membres de cette dernière savent au moins qu'il y a des socialistes, des collectifs LGBT, des ONG, des syndicats indépendants du pouvoir en Israël ? Si ces mouvements sont minoritaires, il n'empêche qu'ils sont extrêmement virulents contre les agissements de l'État. Nous, peuple de gauche occidentale, devons aider la gauche israélienne en lutte, plutôt que d'assimiler l'ensemble de cette population à la droite ou à la colonisation.

Avez-vous observé une recrudescence des actes antisémites ces dernières années ? Comment y répondre ?

AWL : Oui, selon le rapport 2022 que j'ai consulté de la Coordination intercommunautaire contre l'antisémitisme et la diffamation (voir l'article en page 12), c'est toujours bien présent et même en augmentation par rapport aux années précédentes. L'histoire du bouc émissaire vieille comme le monde reste très agréable pour certain·e·s, d'où la naissance du complotisme aussi.

JL : En parlant du complotisme antisémite, la gauche, qui est toujours prête à dénoncer le péril fasciste, ne semble pas s'alarmer du retour de théories complotistes antisémites alors que cela constitue le terreau du fascisme. Chez les 15-25 ans, les clichés sur les Juif·ve·s existent bel et bien, il y a encore un antisémitisme très présent et décomplexé sans trop savoir pourquoi il est toujours là. Un jour, toutes les minorités paient, et qui les fait payer ? Les fascistes ayant accédé au pouvoir. N'oublions pas que les fascismes allemand, poutinien dans une certaine mesure et d'autres encore ont été portés par le conspirationnisme antisémite. Malheureusement, c'est un ciment rassembleur. Et qui doit s'opposer à cela ? La gauche antifasciste ! Elle ne se rend pas toujours compte je crois que lutter contre l'antisémitisme, c'est s'en prendre au fascisme.



AWL : Si, en Suisse, la religion juive est aujourd'hui reconnue par l'État, ce qui la protège déjà en partie, on ne s'attaque plus à elle de la même manière. C'est toujours très présent, mais de manière souterraine. C'est tout un travail de reconnaissance et de sensibilisation à effectuer encore. En Suisse, rappelons-nous qu'il y a entre 17'000 et 18'000 personnes juives, alors que quand tu poses la question autour de toi, les gens vont te sortir des chiffres beaucoup plus grands. Une étude montrait que la population estimait qu'il y avait plus de 300'000 Juif·ve·s en Suisse, ce qui est aberrant et vraiment loin de la réalité. Il faut donc vraiment faire attention aux préjugés, même à ceux qui sont considérés comme « positifs » notamment autour de la richesse ou de l'intelligence qui font aussi des dommages.

Quelles mesures concrètes prendre à gauche pour banir la haine des juif·ve·s de nos cercles ?

AWL : Avec Jean, on n'est plus tout jeunes, le combat appartient aussi aux nouvelles générations parce que c'est plus

difficile de se déconstruire après un certain âge. Pour les plus jeunes, la lutte contre l'antisémitisme consiste à apprendre à s'interroger sur la justice sociale, se renseigner sur l'histoire, sans toujours faire d'amalgame entre militant·e·s juif·ve·s et Israël. Elles et eux aussi dénoncent les agissements d'Israël, alors il faut arrêter de mettre tout le monde dans le même panier. Il n'y a aucune raison d'assimiler systématiquement les individus juifs à l'argent, au pouvoir et à la colonisation si ce n'est par antisémitisme latent.

AWL : Dans ce sens, il est très important aussi de sensibiliser les prochaines générations à ces questions, sans tomber dans le manichéisme ou certaines *fake news* propagés sur Internet. Cela peut provoquer de gros dégâts, avec une certaine acculturation et méconnaissance des enjeux actuels sur Israël comme sur ses ressortissant·e·s. Il y a un défaut de sensibilité à la lutte contre l'antisémitisme chez les jeunes de gauche qui se focalisent sur Israël.

Propos recueillis par Joaquim Martins et Léonore Vuissoz

Conclusion

Ni complaisance ni hésitation

DOSSIER La gauche ne peut pas fermer les yeux devant les manifestations d'antisémitisme, ni celles qui réapparaissent régulièrement dans la société, ni celles qui émanent de ses propres rangs.

Les premières ne sont jamais anodines. Elles s'inscrivent dans une vieille rhétorique du « complot juif mondial » qui a trouvé ces dernières années des relais puissants dans toutes les théories conspirationnistes, des attentats du 11 septembre au Covid, en passant par la non-réélection de Donald Trump. Il ne faut jamais oublier qu'elles préparent le terrain à des actes violents à l'égard de la communauté juive. Derrière les délires antisémites se logent toujours d'autres formes de racisme, comme l'extrême droite le montre chaque jour avec une belle constance : être antisémite ne prémunit pas de détester les Arabes, les Noir·e·s ou les Chinois·e·s, bien au contraire.

Que de telles élucubrations puissent exister au sein même des organisations de gauche ne doit pas moins nous alerter. Elles peuvent être le résultat d'une personnalisation absurde visant à identifier les « responsables » de la prédation capitaliste sur le monde, entretenant l'idée non moins absurde d'une économie

de marché débarrassée de ses supposés éléments « parasites » ou d'un capitalisme sans dommages collatéraux. Peut-être que l'abandon par de nombreuses organisations de gauche d'un souci minimal de formation politique de leurs membres explique pour partie l'attrait que de pareilles « analyses » exercent régulièrement (on peut songer par exemple à l'intérêt porté par certain·e·s à gauche aux imbécillités de Myret Zaki ou de Michel Collon, pour ne prendre que deux exemples parmi beaucoup d'autres).

L'absence de formation n'explique cependant pas tout, car l'on trouve aussi à gauche des personnes dont l'engagement a comme point de départ une forme de haine à l'égard de celles et ceux qui sont supposés profiter plus pleinement des richesses produites par la société. Cet affect, rigoureusement opposé à celui qui repose sur la solidarité et l'entraide et qui vise à mettre fin aux inégalités, conduit sans trop de mal à l'antisémitisme une fois raccordé au stéréotype faisant des Juif·ve·s « les maîtres de la finance mondiale ». Dans ces cas-là, il faut dire très clairement que de telles personnes n'ont strictement rien à faire dans des organisations de gauche et les ex-
clure séance tenante.

S'agissant des critiques à l'égard de la politique israélienne, le problème est moins compliqué qu'il n'y paraît à première vue. Il suffit en fait de suivre le principe habituel à chaque fois que l'on discute de la politique d'un autre pays : prendre connaissance des prises de position de la gauche locale. Dans le cas d'espèce, on s'apercevra que celle-ci ne se gêne pas pour critiquer de manière très virulente la politique des différents gouvernements israéliens, en particulier du dernier d'entre eux évidemment, sans que ces dénonciations reposent d'une quelconque manière sur une analyse antisémite du conflit israélo-palestinien.

On conclura en rappelant que la gauche helvétique a aussi une responsabilité particulière sur le sujet puisqu'il existe une longue et forte tradition antisémite en Suisse, dont les législations du XIX^e siècle portent la trace, tout comme l'attitude abjecte des autorités à l'égard du III^e Reich avant et durant la Seconde Guerre mondiale. C'est ainsi au cœur même de la tradition antifasciste, qu'il faut de toute urgence réactualiser aujourd'hui, que se situe le combat contre l'antisémitisme.

La rédaction

Pour aller plus loin...

Ouvrages

Francine Brunschwig, Jacques Ehrenfreund, Laurence Leitenberg et Marc Perrenoud, *Albert, Esther, Liebmman, Ruth et les autres. Présences juives en Suisse romande*, Neuchâtel, Alphil, 2023 [à paraître en mai].

Sylvain Cypel, *Les emmurés. La société israélienne dans l'impasse*, Paris, La Découverte, 2006.

–, *L'État d'Israël contre les Juifs*, Paris, La Découverte, 2020.

Michel Dreyfus, *L'antisémitisme à gauche. Histoire d'un paradoxe, de 1830 à nos jours*, Paris, La Découverte, 2011 [2009].

Robert Hirsch, *La gauche et les Juifs*, Lormont, Le Bord de l'eau, 2022.

Cloé Korman, *Tu ressembles à une juive*, Paris, Seuil, 2020.

Articles scientifiques

Camilla Brenni, Memphis Krickeberg, Léa Nicolas-Teboul, Zacharias Zoubir, « Le non-sujet de l'antisémitisme à gauche », *Vacarme*, n° 86, 2019, p. 36-46.

Charles Heimberg, « L'histoire de la Suisse, l'antisémitisme et le mouvement ouvrier : il faudrait en parler davantage en Suisse romande », *Cahiers d'histoire du mouvement ouvrier* 15, 1999, pp. 151-160.

Marc Perrenoud, « Un rabbin dans la cité, Jules Wolff. L'antisémitisme et l'intégration des Juifs à la Chaux-de-Fonds (1888-1928) », *Musée neu-*

châtelois, 1989, pp. 13-51.

–, « Problèmes d'intégration et de naturalisation des Juifs dans le canton de Neuchâtel (1871–1955) », in : Pierre Centlivres (dir.), *Devenir Suisse. Adhésion et diversité culturelle des étrangers en Suisse*, Genève, Georg, 1990, pp. 63-94.

Podcasts audios

« Juive et française », *Kiffe ta race*, épisode 17, Binge Audio, 2019.

« Non pas une, mais des identités juives », *Kiffe ta race*, épisode 55, Binge Audio, 2020.

« Juive-Arabe, comment je me suis réconciliée avec mes identités », *LSD, La série documentaire*, France culture, juin 2022.

Livres

Abolir également la police

Gwenola Ricordeau, professeure en justice criminelle à l'université d'État de Californie à Chico aux États-Unis est connue pour ses recherches, réalisées sur l'impact des systèmes carcéraux sur les femmes dans une optique d'abolition du système pénal.

Dans *1312 raisons d'abolir la police* publié en janvier 2023 aux éditions Lux, elle s'attaque à un sujet proche de l'abolitionnisme carcéral, mais qui sort de sa zone d'expertise et de recherches habituelle. Dans le but de brosser un portrait complet des luttes demandant l'abolition de la police, elle a rassemblé divers textes de plusieurs autrices-eurs. Ceux-ci offrent une synthèse des problèmes systémiques de la police en montrant les liens entre les mouvements abolitionnistes pénaux et la race, l'orientation sexuelle, le handicap ou le travail du sexe.

Gwenola Ricordeau permet ainsi à des mouvements, qui luttent aux États-Unis ou au Ca-

nada contre le système policier, de s'exprimer outre-Atlantique.

L'autrice appelle à un abolitionnisme pénal global (prisons, police, justice) révolutionnaire. Selon elle, penser l'abolition d'une structure si ancrée dans le système capitaliste, oppressif envers les minorités ne va pas sans penser l'abolition du système tout entier.

De cet ouvrage, on peut en tout cas retenir l'essentiel : détester la police est une position politique qu'il est nécessaire d'adopter dans une société capitaliste, classiste, raciste et patriarcale dont la police est le reflet et l'expression de la force armée légitimée.

On comprend également la nécessité de s'opposer à des approches punitives et répressives et d'envisager la prévention et la dissuasion des crimes, notions étrangères à la police que nous connaissons. Même s'il est difficile, voire impossible, d'imaginer se passer de l'usage de la coercition, la question des modalités

de celle-ci et des principes sur lesquels elle doit reposer mérite d'être posée et doit être décidée de manière démocratique.

Elodie Wehrli

À lire : *Gwenola Ricordeau (dir.), 1312 raisons d'abolir la police, Montréal, Lux, 2023.*



Expositions

Les saisonnières·ers et nous

Le Nouveau Musée Bienne (NMB) propose une exposition de grande qualité sur les saisonniers et saisonnières, ouverte jusqu'au 25 juin. Elle mérite votre visite. À la fois factuelle, politique et personnelle, cette exposition parvient à rendre compte avec tact des parcours de vie de tant de travailleuses·eurs immigré·es tout en rendant visibles les luttes sociales — parfois conflictuelles au sein des syndicats — ayant accompagné l'évolution et la reconnaissance de leur travail en Suisse. L'exposition rappelle notamment l'humiliation des contrôles sanitaires imposés au passage de la frontière, le scandale des enfants clandestins « cachés » dans les appartements ainsi que la situation de dépen-

dance quasiment totale vis-à-vis des patron·ne·s que favorisait le permis saisonnier. Croisant avec doigté les archives personnelles, syndicales et médiatiques, la muséographie efficace et originale du NMB parvient à présenter un tableau immersif de l'évolution de la condition saisonnière en Suisse. Les images et documents d'archives sont particulièrement bien choisis et présentés dans une disposition qui invite à une confrontation directe avec la matérialité de l'archive.

Notons enfin le dispositif original et réussi de la lettre ouverte filmée qui accompagne la plupart des salles. En donnant l'opportunité à des (ex)-saisonniers et saisonnières ou à leurs descendant·e·s de rédiger et de lire, de-

vant la caméra, une lettre ouverte à la personne de leur choix, le dispositif permet de relier le présent avec l'histoire personnelle et familiale de ceux et celles que l'économie suisse a utilisés sans vergogne pendant tant d'années. Malgré la fin du statut saisonnier en 2002, l'exploitation de la main-d'œuvre étrangère en Suisse continue et avec elle la nécessité de continuer les luttes syndicales. Cette exposition est un rappel, une mise en garde et un encouragement à continuer ces luttes.

Hervé Roquet

À visiter : « *Nous, saisonniers, saisonnières... 1931-2022* », Nouveau Musée Bienne, du 17 décembre 2022 au 25 juin 2023.

Femmages

Monique Wittig, icône féministe lesbienne

En 2023, nous rendons hommage à Monique Wittig (1935-2003) pour les vingt ans de la mort de la théoricienne, romancière et essayiste d'origine française dont les écrits féministes raisonnent encore tant aujourd'hui. Grande militante et pionnière du Mouvement de libération des femmes (MLF), Wittig sort il y a tout juste 50 ans son troisième ouvrage *Le Corps lesbien*, une de ses œuvres les plus connues qui transgresse les genres littéraires et théorise le lesbianisme comme projet indispensable à la remise en question de l'hétérosexualité comme régime politique contraignant qui asservit les femmes. En développant le point de vue lesbien dans ses écrits, l'ambition de l'autrice — révolutionnaire à l'époque, comme aujourd'hui — n'est pas tant de féminiser le monde, comme elle en parle dans son ouvrage théorique *Le Chantier littéraire*, mais de le penser au-delà des catégories binaires de sexe et de genre qui sont un système contribuant également à enfermer les femmes dans une classe dominée. Une démarche qui l'accompagne tout au long de sa carrière, et qu'on observe déjà dans

L'Opoponax, son premier roman récompensé par le prix Médicis qui raconte l'histoire de vie d'une petite fille en utilisant le pronom indéfini «on» pour dénoncer entre autres les catégorisations de genre dans l'apprentissage de l'enfance et de la sexualité.

Les lesbiennes ne sont pas des femmes !

Écartée pour des différends idéologiques du MLF français qu'elle a co-fondé — notamment parce qu'elle incarne une critique de l'hégémonie hétéroféminine du mouvement et se bat pour dénoncer l'homophobie de nombreuses militantes avec la création du collectif politique parisien des Gouines rouges qui fait scandale —, Monique Wittig s'exile aux États-Unis en 1976 où elle continuera de publier en anglais. En 1978, Wittig déclare lors d'une conférence à New York intitulée *The Straight Mind* — qui donnera naissance à l'ouvrage du même titre — que «les lesbiennes ne sont pas des femmes» et sont d'ailleurs une figure importante de remise en question du système hétéropatriarcal parce qu'elles s'inscrivent au-delà de la division sociale des sexes et ne

sont pas directement engagées dans des échanges politiques et économiques hétérosexuels. En mettant en avant la sexualité lesbienne non pas comme une simple orientation sexuelle mais comme une identité révolutionnaire, Wittig provoque une rupture épistémologique avec les recherches féministes de l'époque, influence nombre de penseurs-euses comme Judith Butler et inspire jusqu'à la théorisation des études gaies, lesbiennes et *queer*.

Précurseuse du lesbianisme politique radical, Wittig est aussi une icône incontournable du féminisme matérialiste qui peine à être réhabilitée dans le monde francophone faute de visibilité et de retard dans la traduction de ses ouvrages. Elle laisse pourtant derrière elle une œuvre gigantesque à (re)découvrir absolument en cette année 2023.

Léonore Vuissoz

Monique Wittig, Le Corps lesbien. Paris, Minuit, 2023 [1973]; —, Le Chantier littéraire, Lyon, Presses universitaires de Lyon, 2010; —, L'Opoponax, Paris, Minuit, 1964; —, La Pensée straight, Paris, Amsterdam, 2018 [1992].

Podcasts audios

Réhabiliter Blum

Entre l'affaire Dreyfus, la prise de pouvoir communiste au sein de la SFIO, le Front populaire, le vote des pleins pouvoirs à Pétain, l'emprisonnement par Vichy, la résistance à l'occupation, la déportation à Buchenwald et la reconstruction de la République et du Parti socialiste, l'existence de Léon Blum (1872-1950) aura été traversée par maintes menaces et adversités.

C'est la biographie de ce juriste, critique d'art, théoricien

socialiste et dirigeant politique que Philippe Colin a décidé de retracer sous la forme de neuf épisodes de 54 minutes, que l'on retrouvera facilement sur le site ou sur l'application de Radio France et qui sont parfaitement adaptés pour occuper des trajets ou du travail ménager !

Toute sa vie durant, celui qui est trop souvent réduit aux conquêtes arrachées par le Front populaire (congrés payés et semaine de 40 heures entre autres)

aura fait preuve d'un courage sans faille dans sa lutte pour la défense et la démocratisation de la République. Salie par les communistes, les gaullistes et les antisémites, l'heure est arrivée de défendre et de se réapproprier la mémoire de Léon Blum.

Joakim Martins

À écouter : Philippe Colin, «Léon Blum. Une vie héroïque», *France inter*, 2022.

Leukerbad 1951/2014
Teju Cole et James Baldwin
 Chêne-Bourg, ZOE, 2023
 80 pages



Bien avant qu'elle ne devienne une station à la mode, puis qu'elle ne tombe en désuétude, James Baldwin séjourne à Loèche-les-Bains en 1951. Dans *Un étranger au village*, il livre un récit intime du racisme ordinaire expérimenté dans la localité haut-valaisanne qui le renvoie inévitablement à son vécu d'homme noir en Amérique. S'il y expérimente également la suprématie blanche, la manière dont il est perçu — avec une naïveté teintée de méfiance — comme un étranger par les habitant·e·s n'est nullement comparable avec la perception que se font les Américain·e·s de lui. Là-bas, il n'est pas un étranger, il n'en sera jamais plus un. Pour Baldwin, il n'existe en effet « pas un peuple qui n'ait été aussi profondément engagé dans la vie des hommes noirs que le peuple américain, et vice-versa ». Le drame interracial qui s'y est joué doit sonner comme un avertissement pour les Européen·ne·s où, en 1951, l'enjeu de relations entre noir·e·s et blanc·he·s se pose encore à peine.

Plus de 60 ans plus tard en 2014, l'écrivain, historien et photographe nigérian-américain Teju Cole se rend sur les traces de Baldwin à Loèche-les-Bains. Si les enfants ne lui crient plus « *Neger!* » comme elles et ils le faisaient à la vue de Baldwin, le racisme a subsisté et évolué vers des formes plus complexes et sournoises. Avant d'être un écrivain ou un voyageur qui déambule dans les rues, Cole est avant tout un corps noir — sans cesse réifié. Ce texte, paru en anglais en 2014, vient d'être traduit. Il est à la fois un éclairage sur l'essai de Baldwin, mais aussi son prolongement, car il soulève de nouveaux questionnements sur l'identité noire américaine, son hérité, ses marqueurs culturels et artistiques. *LT*

La Paix des ruches
Alice Rivaz
 Chêne-Bourg, ZOE, 2022
 144 pages

Jeanne n'aime plus son mari. *La Paix des ruches* d'Alice Rivaz (1901-1998) débute avec ce constat. Dans ce roman, écrit en 1947 et ré-édité en novembre 2022 aux éditions ZOE, Alice Rivaz décrit les mécanismes de la domination masculine et raconte une expérience quotidienne du patriarcat comme régime politique bien huilé et semblant immuable. Dans sa vie de femme mariée et sans enfants, sans la moindre expérience qui sort de l'ordinaire, Jeanne, héroïne et narratrice, nous raconte une vérité universelle de la condition féminine à son époque, mais pas seulement.

Parmi les thèmes abordés, on retiendra la non-reconnaissance du travail domestique, la double vie de travailleuse et de femme au foyer à la solde des besoins de son mari. L'autrice décrit également la condescendance et le mépris des hommes à l'encontre des femmes ainsi que la domination masculine au sein du couple.

Pour survivre dans cet environnement, Jeanne trouve deux remèdes, l'écriture pour soi, sa « chambre à soi », dont se moque allègrement son époux, et la nécessité de se créer des fantasmes inatteignables sur les relations hétérosexuelles, en rêvant les hommes qu'elle rencontre. Une chimère de courte durée qui finit toujours par s'effacer devant leur banalité. Jeanne se console en fantasmant des relations amoureuses inatteignables, nous montrant que les seules enviables sont celles qui sont rêvées, fantasmées.

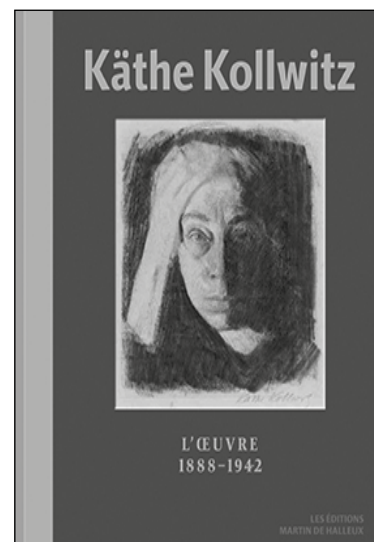
Dans une société patriarcale qui n'est pas prête à évoluer, Jeanne fait finalement le constat que les seules possibilités à sa portée sont la foi, le renoncement, la solitude ou la mort. *EW*



L'œuvre, 1888-1942
Käthe Kollwitz
 Paris, Martin de Halleux, 2022
 303 pages

Les éditions Martin de Halleux nous gratifient d'un nouveau livre splendide en rendant accessible au public francophone une partie importante des dessins et sculptures de l'artiste allemande Käthe Kollwitz (1867-1945).

Née dans un milieu socialiste, elle sera durant plusieurs décennies, par son travail et ses œuvres, la voix des opprimé·e·s en Allemagne. Ses impressionnantes séries de dessins autour de l'expérience de la Première Guerre mondiale, lors de laquelle elle perdra l'un de ses fils, demeurent l'un des témoignages les plus puissants que l'on connaisse sur les horreurs de la guerre au XX^e siècle.



À partir de l'accession au pouvoir des nazis en 1933, Kollwitz sera un symbole de la résistance intellectuelle de l'intérieur, restant à Berlin jusqu'en 1943, constamment inquiétée par le pouvoir qui annule plusieurs de ses expositions, sans pourtant l'arrêter.

On aurait tort cependant de limiter la production de l'artiste à ce registre tragique marqué par la mort. Le volume montre par exemple qu'elle a été une très grande portraitiste, notamment de son propre visage, et une sculptrice de talent.

Cette édition paraît à point nommé pour faire connaître l'œuvre de Käthe Kollwitz dans le monde francophone où elle reste encore aujourd'hui largement confidentielle, partageant en cela le destin de celle d'un autre dessinateur de génie que les mêmes éditions ont aussi contribué à remettre en avant, Frans Masereel. *AC*

Les poubelles débordent en France

**P.P.**

CH-1002 Lausanne

POSTE CH SA

Il est encore temps de commander un livret souvenirs de dessins de Christian Vullioud

L'an passé, Christian Vullioud, le dessinateur historique de *Pages de gauche* qui avait accompagné le journal depuis sa création, est décédé. Nous lui avons rendu hommage dans notre numéro 184, ainsi que lors d'une table ronde sur la liberté de la presse organisée à la Maison du dessin de presse de Morges. Nous avons aussi préparé un hommage plus durable, sous la forme d'un livret souvenirs reproduisant une sélection de ses meilleurs dessins parus dans notre journal entre 2002 et 2022.

Il est encore temps, si ce n'est pas encore fait, de passer commande de ce livret en indiquant par courrier électronique à info@pagesdegauche votre adresse postale ainsi que le nombre d'exemplaires souhaité.

Cette publication sera l'occasion pour la rédaction et le comité de *Pages de gauche*, mais aussi pour tou·te·s nos lectrices·eurs, de rappeler l'attachement fort qui existait entre Christian et notre journal.